



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

sécurité dans le détroit d'Ormuz

Question au Gouvernement n° 2171

Texte de la question

SÉCURITÉ DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo.

M. Joaquim Pueyo. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, depuis plusieurs semaines, nous assistons à une escalade des tensions dans la zone du détroit d'Ormuz. En mai, quatre navires saoudiens ont été endommagés près des côtes émiraties. En juin, deux pétroliers norvégiens étaient pris pour cible. Vendredi, une étape supplémentaire a été franchie. L'Iran a intercepté militairement un navire britannique et le retient dans le port de Bandar Abbas, en contradiction avec le droit international. Ces faits interviennent deux semaines après l'arraisonnement d'un navire transportant du pétrole iranien par la marine britannique, au large de Gibraltar.

Le golfe Persique est stratégique. Il est au cœur d'une lutte d'influence entre l'Arabie saoudite et l'Iran, notamment depuis la sortie unilatérale des États-Unis du plan d'action conjoint sur le nucléaire iranien. *(Applaudissement sur les bancs des groupes SOC, GDR et FI. - M. Jean-Louis Bourlanges applaudit également.)*

Si le risque d'un conflit ouvert ne doit pas être écarté, il semble qu'aucune partie n'y ait intérêt. Nous devons cependant envisager – l'histoire a prouvé que c'était possible – qu'un incident puisse dégénérer en crise globale.

Les Britanniques en appellent à l'Europe et à leurs alliés pour trouver une issue à cette crise qui pourrait avoir des conséquences majeures pour la stabilité mondiale. Ils souhaitent notamment qu'une mission européenne de protection soit mise en place dans le Golfe, sur le modèle de celle déployée au large de la Somalie en 2008 contre la piraterie. Bien que tout doive être fait pour apaiser les tensions, quelle réponse la France compte-t-elle apporter à cette demande britannique ?

Par ailleurs, nous avons appris hier la mort de M. Yukiya Amano, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique – AIEA. Je souhaite, au nom des députés, saluer sa mémoire et son action décisive pour lutter de façon impartiale et indépendante contre la prolifération nucléaire et faire respecter l'accord avec l'Iran. Quelles actions le gouvernement français envisage-t-il de mener pour s'assurer que cette instance internationale – dont le rôle d'expertise, de contrôle mais aussi d'analyse est crucial – demeure indépendante ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Monsieur le député, je m'associe à votre hommage au professeur Yukiya Amano. Ce directeur général de l'AIEA était respecté pour ses qualités

scientifiques, pour sa probité et pour son attachement viscéral à la non-prolifération et au respect de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

Vous évoquez par ailleurs les tensions dans le golfe Arabo-persique. Ces tensions se sont aggravées depuis la décision américaine de se retirer de l'accord de Vienne et, de manière encore plus significative, depuis la décision iranienne de rompre avec cet accord sur deux points clés.

Nous poussons aujourd'hui l'Iran à respecter à nouveau cet accord – j'ai rencontré tout à l'heure l'envoyé spécial du président Rohani pour le lui dire. Il faut mettre en œuvre un processus de désescalade et faire retomber les tensions. Évidemment, ce processus a été enrayé par la saisie, vendredi dernier, du *Stena Impero* – le nom du navire britannique que vous évoquiez à l'instant. Nous condamnons cette action et recherchons les moyens d'une meilleure sécurisation de la zone maritime du golfe Persique. Pour cette raison, nous engageons actuellement une initiative européenne, avec les Britanniques et les Allemands, afin que soit créée une mission de suivi et d'observation de la sécurité maritime dans le golfe Persique. Cette initiative va à rebours du choix des États-Unis, qui, pour contraindre l'Iran à revenir sur ses objectifs, ont décidé d'exercer la pression la plus forte possible.

Nous devons aller plus loin dans cette logique de désescalade et réfléchir à une logique de sécurisation commune dans le Golfe, qui passerait par des voies diplomatiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2171

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 juillet 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 juillet 2019](#)